

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau de la Région de Bruxelles-Capitale, le 5 août 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif à l'incinération des déchets dangereux résultant d'activités de soins de santé", a donné le 9 février 1994 l'avis suivant:

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 5 augustus 1993 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest "betreffende de verbranding van gevaarlijk afval afkomstig van activiteiten inzake gezondheidszorg", heeft op 9 februari 1994 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. L'arrêté en projet doit être mis en relation avec le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion des déchets résultant d'activités de soins de santé, examiné ce jour par la section de législation sous la référence L. 23.009/9.

Compte tenu du lien étroit unissant ces deux textes et de la nécessité d'éviter toute discordance (1), il s'impose, comme en a d'ailleurs convenu le délégué du Gouvernement, de les grouper en un seul, en prévoyant les adaptations nécessaires, notamment la division en chapitres.

2. Les auteurs de l'arrêté en projet fondent celui-ci sur la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, sur l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets et sur l'article 6 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement (2).

(1) Des discordances peuvent être relevées : ainsi, les déchets dont l'arrêté en projet fixe les conditions d'incinération sont qualifiés par celui-ci de "dangereux", alors que l'article 9 du projet examiné sous la référence L. 23.009/9 évoque l'incinération des déchets "spéciaux"; il ressort des explications du délégué du Gouvernement que les déchets visés par le texte à l'examen sont en réalité les déchets définis comme "spéciaux" par l'autre projet.

(2) On n'évoque pas ici l'arrêté de l'Exécutif du 2 juillet 1992, visé au troisième alinéa du préambule, cet arrêté ne constituant manifestement pas le fondement légal du projet et ne devant pas figurer, dès lors, au préambule.

La question se pose si c'est à bon escient que sont visées la loi du 28 décembre 1964 et l'ordonnance du 7 mars 1991 (alinéas 1er et 2 du préambule).

En effet, l'article 6 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement habilite le Gouvernement à arrêter "toute disposition applicable à l'ensemble des installations ou à des catégories d'installations, en vue d'assurer la protection de l'environnement, de la santé ou de la sécurité conformément à l'article 2" (3) et prévoit, qu'à cette fin, il peut "arrêter toute prescription ou condition générale d'exploitation d'installations" (4).

Ledit article 6 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 pourrait, dès lors, être considéré comme portant abrogation implicite partielle, en ce qui concerne notamment les installations d'incinération visées par l'arrêté en projet :

- 1° de l'article 1er de la loi du 28 décembre 1964, en ce que celui-ci habilite le Gouvernement à prendre toutes mesures appropriées en vue de prévenir ou de combattre

(3) Cet article 2 dispose :

"La présente ordonnance vise à assurer la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients que, par son exploitation, une installation est susceptible de causer, directement ou indirectement, à l'environnement, à la santé ou à la sécurité tant de la population à l'extérieur de l'enceinte de l'installation que de toute personne se trouvant à l'intérieur de l'enceinte de l'installation sans pouvoir y être protégée en qualité de travailleur".

(4) Alinéa 2, 2°.

la pollution de l'atmosphère causée par lesdites installations;

- 2° des articles 11 à 13 de l'ordonnance du 7 mars 1991 en ce que ces dispositions habilisent le Gouvernement à arrêter toute règle relative à l'implantation et à l'exploitation de ces installations.

Cette question ne revêt pas un aspect théorique, car la réponse qui doit y être donnée a une incidence pratique importante : les sanctions prévues par chacune des législations précitées sont différentes.

Le Conseil d'Etat estime qu'il y a lieu de répondre par l'affirmative à cette question et qu'il ne faut retenir comme fondement légal de l'arrêté en projet que l'article 6 de l'ordonnance précitée du 30 juillet 1992.

En effet :

- 1° lors des travaux préparatoires de la loi du 28 décembre 1964, il a été précisé que celle-ci tendait notamment à permettre au pouvoir exécutif d'arrêter, du point de vue de la lutte contre la pollution de l'air, des prescriptions générales d'exploitation de certaines catégories d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes, soumis, à l'époque, au règlement général pour la protection du travail, et à compléter ainsi celui-ci (5). L'article 6 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 rencontre aujourd'hui le souci d'arrêter par voie réglementaire

(5) Doc. Sénat, sess. 1962-1963, n° 140, pp. 2 et 9.

des conditions d'exploitation de tels établissements, notamment en vue de lutter contre la pollution de l'air;

- 2° l'abrogation implicite partielle des articles 11 à 13 de l'ordonnance du 7 mars 1991 résulte également des travaux préparatoires de cette ordonnance, puisqu'il y a été insisté sur le fait qu'en ce qui concerne les installations d'élimination de déchets soumises à autorisation, les dispositions de cette ordonnance étaient prises en attendant l'adoption de l'ordonnance, alors seulement envisagée, relative au permis d'environnement (6).

Il s'ensuivra que les infractions à l'arrêté en projet ne seront sanctionnées que par des peines prévues dans ladite ordonnance du 30 juillet 1992.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

1. Il sera tenu compte des observations générales.

2. Après le visa de l'avis du Conseil d'Etat, on ajoutera un nouvel alinéa ainsi rédigé :

"Sur la proposition du Ministre qui a l'environnement dans ses attributions,".

(6) Doc. C.R.B., A-99/1-90/91, p. 2, et A-99/2-90/91, pp. 4 et 41.

Dispositif.

Article 1er.

La référence à l'article 107quater de la Constitution n'est pas exigée par la loi spéciale du 12 janvier 1989 pour les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. L'article 1er doit être omis.

Article 2.

1. Au 1^o, dans un souci d'unité de terminologie, mieux vaut reproduire la définition de la "pollution atmosphérique" que donne l'article 2, 1^o, de la directive du Conseil 84/360/CEE du 28 juin 1984 relative la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles.

2. Au 2^o, mieux vaut remplacer les mots "certaine période" par les mots "période déterminée".

3. Le 3^o doit être revu pour tenir compte de la première observation générale.

4. Au 4^o, mieux vaut écrire : "... de la chaleur d'incinération produite, et comprenant le four d'incinération ...".

.../...

5. Compte tenu des explications du délégué du Gouvernement, le 5° et le 6° doivent être rédigés comme suit :

- "5° installation existante : toute installation dont la mise en place a fait l'objet d'une autorisation d'exploiter ou d'un permis d'environnement délivré avant la date de la publication du présent arrêté au Moniteur belge;
- 6° nouvelle installation : toute installation dont la mise en place fait l'objet d'un permis d'environnement délivré après la date de la publication du présent arrêté au Moniteur belge;".

6. A l'8°, il faut écrire "l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement".

Article 3.

De l'accord du délégué du Gouvernement, le texte suivant est proposé :

"Les déchets combustibles doivent être entièrement brûlés".

Article 4.

1. Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, le mot "uitgebaat" devrait être remplacé par le mot "geëxploiteerd". Cette observation vaut pour tout le projet.

.../...

2. Il ressort des explications du délégué du Gouvernement que l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement doit marquer son accord sur l'existence des difficultés techniques majeures visées à l'alinéa 2, pour que celui-ci trouve à s'appliquer.

Compte tenu de cette précision, le texte suivant est proposé :

"Pour les installations existantes, en cas de difficultés techniques majeures dont l'existence est admise par l'Institut, la disposition prévoyant un temps de séjour d'au moins deux secondes ne s'applique pas aux fours en service lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté".

Article 5.

A la fin de la disposition, on écrira : "... automatiquement chaque fois que la température des gaz de combustion descend en dessous de la température requise en application de l'article (4, alinéa 1er)".

Article 6.

On écrira : "... tant que la température prévue à ...".

Article 7.

La phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

.../...

"Art. Les éléments suivants doivent être en permanence mesurés et enregistrés pour pouvoir être mis en corrélation avec ceux qui sont enregistrés et mesurés en application de l'article ... :".

Article 8.

Cette disposition se borne à annoncer celles qui suivent. Elle est donc inutile et doit être omise.

Article 9.

La phrase "Ces valeurs sont exprimées ..." doit figurer après l'énoncé desdites valeurs. En outre, dans cette phrase, les mots ", soit par mètre cube normal" doivent être omis.

Article 10.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 12.

On remplacera le terme "continuellement" par les mots "en permanence".

Article 13.

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 2, on omettra le mot "scrupuleusement".

Article 14.

1. Compte tenu des explications du délégué du Gouvernement, mieux vaut remplacer les mots "mise en route" par les mots "mise en service".

2. Au début de la deuxième phrase, on écrira : "Ce contrôle est annoncé ..." et in fine, dans le texte français, "... accord sur les modalités de contrôle".

.../...

Article 15.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. La phrase introductive du paragraphe 2 serait mieux rédigée comme suit :

"§ 2. Chaque année le délai entre deux campagnes de mesures ne pouvant jamais dépasser quatorze mois un laboratoire doit effectuer :".

3. Le texte néerlandais du premier tiret, devenant le 1^o, de l'alinéa 1er du paragraphe 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Au deuxième tiret, devenant le 2^o, de l'alinéa 1er du paragraphe 2, on écrira :

"2^o la mesure de tous les paramètres prévus à l'article ..., à la cheminée de l'installation pendant une période minimale de quatre heures à partir de l'enfournement jusqu'à la combustion des déchets".

5. L'alinéa 2, du paragraphe 2, commencera par les mots :

.../...

"Les résultats de ces contrôles font l'objet ...".

Article 16.

Mieux vaut écrire :

"Art. Tout arrêt de l'installation, non nécessité par un entretien normal, est notifié dans les vingt-quatre heures à l'Institut.

Toute remise en fonctionnement de l'installation après un tel arrêt est notifié vingt-quatre heures à l'avance à l'Institut".

Article 17.

On écrira :

"Art. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge pour les nouvelles installations et le 1er juillet 1995 pour les installations existantes".

OBSERVATIONS FINALES.

1. Conformément à l'usage, il faut écrire "Chapitre premier" et la numération des autres chapitres doit se faire au moyen de chiffres romains.

.../...

2. Les tirets doivent être remplacés par 1º, 2º, 3º, 4º, 5º, et se terminer par un point virgule.

3. Les subdivisions d'une phrase doivent se faire par 1º, 2º, 3º, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc.

4. D'une manière générale, il faut éviter d'utiliser dans le texte, des abréviations ou sigles ainsi que les chiffres arabes.

Ainsi, il vaut mieux écrire "six pour cent", "deux secondes"...

5. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa; l'observation vaut pour les articles 10 et 16.

6. Lorsqu'il est fait référence à des alinéas d'un article du projet, on utilisera les mots "alinéa 1er", "alinéa 2", etc., et non "premier alinéa", "deuxième alinéa", etc.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het ontworpen besluit moet in verband worden gebracht met het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het beheer van afvalstoffen afkomstig van activiteiten inzake gezondheidszorg, dat vandaag, onder het nummer L. 23.009/9 door de afdeling wetgeving is onderzocht.

Rekening houdend met het nauwe verband tussen beide teksten en de noodzaak elke discrepantie te voorkomen (7), is het, zoals de gemachtigde van de Regering trouwens heeft erkend, nodig ze onder te brengen in een enkele tekst, door de nodige aanpassingen aan te brengen, onder andere de indeling in hoofdstukken.

2. De stellers van het ontworpen besluit voeren als rechtsgrond daarvan aan de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen en artikel 6 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning (8).

(7) Er kunnen discrepanties worden aangestipt : zo wordt het afval waarvan het ontworpen besluit de verbrandingsvoorwaarden bepaalt, daarin als "gevaarlijk" bestempeld, terwijl artikel 9 van het onder kenmerk L. 23.009/9 onderzochte ontwerp spreekt van de verbranding van "speciale afvalstoffen"; uit de uitleg van de gemachtigde van de Regering blijkt dat het afval bedoeld in de in studie zijnde tekst in feite het afval is dat in het andere ontwerp "speciaal" wordt genoemd.

(8) Het besluit van de Executieve van 2 juli 1992, waarnaar in het derde lid van de aanhef wordt verwezen, wordt hier niet ter sprake gebracht, aangezien dat besluit kennelijk niet de rechtsgrond voor dit ontwerp vormt en dan ook niet in de aanhef hoeft voor te komen.

- 1° artikel 1 van de wet van 28 september 1964, doordat het de Regering machtigt alle gepaste maatregelen te treffen ter voorkoming of bestrijding van de luchtverontreiniging die door bedoelde installaties wordt veroorzaakt;
- 2° de artikelen 11 tot 13 van de ordonnantie van 7 maart 1991, doordat deze bepalingen de Regering machtigen de regels uit te vaardigen inzake de vestiging en de exploitatie van deze installaties.

Deze vraag is geen theoretische vraag aangezien het antwoord dat erop moet worden gegeven een belangrijke praktische weerslag heeft : elk van de voornoemde rechtsbepalingen voorziet in andere straffen.

De Raad van State is van mening dat er grond is om deze vraag bevestigend te beantwoorden en dat alleen artikel 6 van voornoemde ordonnantie van 30 juli 1992 in aanmerking dient te worden genomen als rechtsgrond van het ontworpen besluit.

.../...

Het is immers zo dat :

- 1° er tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 28 december 1964 op gewezen werd dat zij er inzonderheid toe strekte het de uitvoerende macht mogelijk te maken, vanuit het oogpunt van de strijd tegen de luchtvervuiling, algemene exploitatievoorschriften uit te vaardigen voor bepaalde categorieën van gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen, die destijds onderworpen waren aan het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, en deze aan te vullen (11). Artikel 6 van de ordonnantie van 30 juli 1992 komt thans tegemoet aan het streven om via regelgevende weg voor die installaties exploitatievoorwaarden uit te vaardigen, inzonderheid met het oog op de strijd tegen de luchtvervuiling;
- 2° de gedeeltelijke stilzwijgende opheffing van de artikelen 11 tot 13 van de ordonnantie van 7 maart 1991 ook blijkt uit de parlementaire voorbereiding van deze ordonnantie, aangezien er nadruk is gelegd op het feit dat inzake de vergunningsplichtige afvalverwijderingsinstallaties, de bepalingen van deze ordonnantie vastgesteld waren in afwachting van de aanneming van de toen nog uit te vaardigen ordonnantie over de milieuvergunning (12).

(¹ Gedr. St. Senaat, zitting 1962-1963, Nr. 140 blz. 2 en 9.)

(¹ Gedr. St. B.H.R., A-99/1-90/91, blz. 2 en A-99/2-90/91, blz. 4 en 41.²)

Daaruit zal volgen dat op de overtredingen van het ontworpen besluit slechts de straffen zullen worden gesteld waarin de voormelde ordonnantie van 30 juli 1992 voorziet.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

1. Er moet rekening worden gehouden met de algemene opmerkingen.

2. Na de vermelding van het advies van de Raad van State, dient een nieuw als volgt luidend lid te worden ingevoegd :

"Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

De verwijzing naar artikel 107quater van de Grondwet wordt voor de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering niet vereist door de bijzondere wet van 12 januari 1989. Artikel 1 moet dan ook vervallen.

.../...

Artikel 2.

1. In 1º, doet men er, uit zorg voor de eenheid van terminologie, goed aan de definitie van "luchtverontreiniging" over te nemen die voorkomt in artikel 2, 1º, van de richtlijn 84/360/EEG van de Raad van 28 juni 1984 betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte luchtverontreiniging.

2. In de Franse tekst van 2º is het aan te bevelen de woorden "certaine période" te vervangen door de woorden "période déterminée".

3. Onderdeel 3º moet worden herzien om rekening te houden met de eerste algemene opmerking.

4. In 4º schrijve men : "... terugwinning van de voortgebrachte warmte en met inbegrip van de verbrandingsoven, ... en zuiveringsprocessen, de registratie van en het constante toezicht op de verbrandings- en zuiveringsomstandigheden;".

5. Rekening houdend met de toelichtingen van de gemachtigde van de Regering, moeten de onderdelen 5º en 6º als volgt luiden :

.../...

- "5° bestaande installatie : elke installatie voor de vestiging waarvan een exploitatievergunning of een milieuvergunning werd afgegeven voor de datum van de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad;
- 6° nieuwe installatie : elke installatie voor de vestiging waarvan een milieuvergunning wordt afgegeven na de datum van de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad;".

6. In de Franse tekst van het 8° schrijve men "l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement".

Artikel 3.

Met instemming van de gemachtigde van de Regering, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Het brandbare afval moet volledig worden verbrand".

Artikel 4.

1. In het eerste lid moet het woord "uitgebaat" worden vervangen door het woord "geëxploiteerd". Dezelfde opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

.../...

2. Uit de uitleg van de gemachtigde van de Regering blijkt dat het Brussels Instituut voor Milieubeheer het bestaan van de in het tweede lid bedoelde belangrijke technische problemen moet erkennen, opdat het lid van toepassing kan zijn.

Rekening houdend met die uitleg, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Voor de bestaande installaties is, in geval van belangrijke technische problemen waarvan het bestaan door het Instituut wordt erkend, de bepaling inzake het verblijf van twee seconden niet van toepassing op verbrandingsovens die in bedrijf zijn wanneer dit besluit in werking treedt".

Artikel 5.

Aan het slot van deze bepaling schrijve men :
"... telkens als de temperatuur van de verbrandingsgassen onder de overeenkomstig artikel (4, eerste lid), vereiste temperatuur daalt".

Artikel 6.

Men schrijve : "... zolang de in artikel (4, eerste lid), bepaalde temperatuur voor de verbrandingsgassen niet is bereikt en als de rookgasreinigingsinstallatie defect is".

.../...

Artikel 7.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Art. De volgende gegevens moeten doorlopend gemeten en opgetekend worden om gecorreleerd te kunnen worden met die welke worden opgetekend en gemeten overeenkomstig artikel".

Artikel 8.

Deze bepaling beperkt er zich toe de volgende bepalingen aan te kondigen. Ze is dan ook overbodig en moet vervallen.

Artikel 9.

De zin "Deze waarden worden uitgedrukt in ..." moet aansluiten bij de opsomming van die waarden. Bovendien moeten in die zin de woorden "hetzij per normale kubieke meter" vervallen.

Artikel 10.

In paragraaf 1 schrijve men "De emissiegrenswaarden zijn niet overschreden als het ... en als geen ...".

.../...

Artikel 11.

Er wordt voorgesteld te schrijven : "Het zuiveringssysteem voor de verbrandingsgassen moet zo zijn ontworpen dat het mogelijk is het gemakkelijk aan te passen aan een eventuele verstrenging van de normen".

Artikel 12.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"De volgende gegevens moeten doorlopend gemeten en opgetekend worden :".

Artikel 13.

1. Men schrijve in het eerste lid : "De installatie moet worden stilgelegd bij storingen aan het rookgaszuiveringssysteem of bij een ononderbroken overschrijding gedurende twee uur van de grenswaarden der pollutanten, die doorlopend worden gemeten".

2. In het tweede lid moet het woord "nauwgezet" vervallen.

.../...

Artikel 14.

1. Rekening houdend met de uitleg van de gemachtigde van de Regering, moeten in de Franse tekst de woorden "mise en route" worden vervangen door de woorden "mise en service".

2. De tweede zin zou als volgt moeten eindigen : "... , dat voorafgaandelijk zijn goedkeuring hecht aan de controleregeling".

Artikel 15.

1. In paragraaf 1 schrijve men : "... te worden meegedeeld, met vermelding van : " en "- het aantal ton dat in die periode is verbrand;"

2. De inleidende zin van paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Aangezien de termijn tussen twee meetcampagnes nooit langer dan veertien maanden mag bedragen, moet een laboratorium elk jaar :".

3. Na het eerste streepje, dat 1^o wordt, van het eerste lid van paragraaf 2 schrijve men "bepaald in de artikelen" in plaats van "voorzien in de artikelen".

.../...

4. Na het tweede streepje, dat 2° wordt, van het eerste lid van paragraaf 2 schrijve men :

"2° aan de schoorsteen van de installatie gedurende minimum vier uren vanaf het inschieten tot het verbranden van het afval, alle in artikel ... vermelde parameters meten".

5. Het begin van het tweede lid van paragraaf 2, zou als volgt moeten luiden :

"De resultaten van die controles worden opgenomen in een verslag waarin wordt nagegaan of de gegevens stroken met dit besluit ...".

Artikel 16.

Men schrijve :

"Art. Van elke stillegging van de installatie die niet door het normale onderhoud wordt vereist, wordt binnen vierentwintig uren kennis gegeven aan het Instituut.

Van elke nieuwe inwerkingstelling van de installatie na zulk een stillegging wordt vierentwintig uren vooraf kennis gegeven aan het Instituut".

.../...

Artikel 17.

Men schrijve :

"Art. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt voor de nieuwe installaties en op 1 juli 1995 voor de bestaande installaties".

SLOTOPMERKINGEN.

1. Overeenkomstig het gebruik schrijve men in de Franse tekst "Chapitre premier". Voor het overige moeten de hoofdstukken met Romeinse cijfers worden genummerd.

2. De streepjes moeten worden vervangen door 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, en eindigen met een komma-punt.

3. Een zin moet worden ingedeeld in 1°, 2°, 3°, enz., eventueel verder onderverdeeld in a), b), c), enz.

4. In het algemeen moet worden vermeden in de tekst afkortingen, letterwoorden of Arabische cijfers te gebruiken.

Zo is het beter "zes percent", "twee seconden" enz. te schrijven.

.../...

5. Er is geen grond om een artikel in paragrafen in te delen als elke paragraaf slechts uit een lid bestaat; deze opmerking geldt voor de artikelen 10 en 16.

6. Bij verwijzing naar leden van een artikel van het ontwerp, gebruike men in het Frans "alinéa 1er", "alinéa 2", enz. en niet "premier alinéa", "deuxième alinéa", enz.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.